

"C'était mieux avant ?"

Dans un petit ouvrage plein de malices « c'était mieux avant », Michel Serres s'interrogeait en 2017 sur un sentiment très répandu parmi nos concitoyens « la nostalgie ». Dans un pays « où fleurissent des débats sur l'uniforme scolaire ou le septennat présidentiel », trois français sur quatre disent s'inspirer de plus en plus des « valeurs du passé » et pensent que « c'était mieux avant », selon Ivanna Trippenbach dans le Monde.

En matière de tabagisme, une chose est sûre ; « ce n'était pas mieux avant » et

parmi les jeunes générations, la désaffection vis-à-vis du tabagisme s'amplifie. « Ce sont les premières générations qui ont traversé l'enfance et l'adolescence dans un régime où la cigarette n'avait pas droit de cité dans l'espace public.

Ces jeunes là n'ont jamais connu les wagons fumeurs dans le TGV », affirmait Ivana Obradovic, directrice adjointe de l'OFDT (office français des drogues et des toxicomanies) à la journaliste Laure Dasinières dans Slate.

Selon l'enquête annuelle Escapad, plus de 40% des jeunes de 17 ans fumaient quotidiennement au début des années 2000.

Aujourd'hui seulement 16 % ne peuvent se passer de la cigarette quotidienne (voir graphique ci-dessous).

C'est une tendance à la baisse d'une ampleur rare en santé publique, souligne la journaliste. Un bémol cependant, « La baisse est moins marquée parmi les jeunes qui sont déscolarisés à 17 ans, qui restent assez nombreux à fumer (44% de fumeurs contre 13% parmi les lycéens du même âge). Même chose parmi les jeunes en apprentissage, par rapport aux élèves des filières générales et technologiques (38% contre 10%) », relève Ivana Obradovic, précisant que le statut scolaire est un indicateur indirect des inégalités sociales.

Les nombreuses campagnes de prévention et la très forte augmentation du prix du paquet de cigarettes (plus de 10 €) ont sans doute contribué à éloigner les jeunes générations de ce passe-temps. Pour expliquer cette évolution, il faut aussi regarder du côté des nouveaux « rites de socialisation et de loisirs ».

" On note un changement des sociabilités, en partie lié au fait de passer plus de temps sur les réseaux sociaux et les espaces numériques. Moins de sorties, c'est moins d'occasions d'expérimenter des substances, de fumer ou de boire », relève la directrice adjointe de l'OFDT ».

Une addiction en remplace une autre !

Évolution depuis 2000 de la proportion des jeunes de 17 ans fumeur quotidiennement du tabac, selon le sexe (source : OFDT)



PLFSS 2024

L'Assemblée nationale a commencé l'examen du projet de loi de financement de la sécurité sociale (PLFSS) pour 2024. Nous avons retenu dans ce texte les articles relatifs à la réforme de la tarification des établissements de santé et à la prévention.

o Tarification des établissements de santé MCO (article 23)

- Le nouveau système de tarification des activités de médecine-chirurgie-obstétrique (MCO), instauré par le PLFSS 2024 repose sur trois composantes ; la tarification à l'activité (T2A), des dotations de financement relatives à des objectifs de santé publique et des dotations de financement relatives à des missions spécifiques. Cette réforme sera mise en œuvre progressivement.

(Le Monde)

o Prévention (articles 17-18-19-20)

- . Déploiement de la campagne de vaccination contre le papillomavirus (HPV) dans les collèges et suppression du ticket modérateur de certains vaccins,
- . Prise en charge intégrale des préservatifs distribués en officine pour les moins de 26 ans,
- . Remboursement des protections périodiques réutilisables pour les femmes de moins de 26 ans, ainsi que pour les bénéficiaires du RSA,
- . Évolution des rendez-vous de prévention aux âges clés de la vie, créés par la LFSS 2023.

(D'après le Monde et NILE)



o **Le Dr Georges Émery**, médecin de santé publique, a pris ses nouvelles fonctions de Directeur général de la santé (DGS) le 20 septembre dernier. Il exerçait depuis un an et demi la fonction de directeur-adjoint à la DGS, après avoir été conseiller auprès d'Agnès Buzyn et d'Olivier Véran, ainsi que du Premier ministre Edouard Philippe au plus gros de la crise du Covid. Il a remplacé le Pr Christian Rabaud qui est resté moins de six mois à ce poste, une durée inhabituellement courte à la tête de la DGS.

SANTÉ

La santé mentale des jeunes reste dégradée - Lors de la Journée mondiale de la santé mentale du 10 octobre, Santé publique France a publié différentes vidéos « Le Fil Good » diffusées sur les réseaux sociaux afin d'inciter les jeunes à prendre soin de leur santé mentale. L'agence nationale de Santé

publique a également publié un « Point Sur » au sujet des représentations de la santé mentale chez les Français et notamment ceux de 18-24 ans. ([santé publique France](#))

Le travail "pressé" - Dans "Le Travail pressé" (Les Petits Matins), Corinne Gaudart, directrice de recherche au CNRS, et Serge Volkoff, statisticien et ergonomiste au Centre d'études de l'emploi et du travail (CEET), développent le concept de « modèle de la hâte » pour décrire l'intensification du travail dans de nombreux secteurs d'activité. (D'après [Le Monde](#))

Dépression post partum - Deux mois après l'accouchement, une femme sur six présente une Dépression post-partum selon l'enquête périnatale 2021, plus d'une sur quatre un niveau d'anxiété important, et une femme sur 20 déclare des idées suicidaires. ([BEH](#))

La lutte contre Dengue s'amplifie en métropole. La lutte contre la dengue et autres maladies à transmission vectorielle a pris une nouvelle dimension en métropole au cours de cet été 2023. La très grande majorité des départements français sont dorénavant visités par le moustique tigre, avec à la clé des cas supplémentaires de dengue. Sur le terrain, les membres de l'ARS qui sont chargés d'organiser la lutte anti vectorielle rencontrent parfois des difficultés, les habitants des zones concernées n'acceptant pas toujours avec bienveillance la mise en œuvre des mesures de protection ([Le Monde](#))

La santé des soignants - Le rapport sur la « [santé des professionnels de santé](#) », établi à la demande de la ministre déléguée aux professions de santé, est paru le 9 octobre dernier, sous la plume d'Alexis Bataille-Hembert, infirmier, Marine Crest-Guilluy, médecin généraliste et Philippe Denormandie, chirurgien neuro-orthopédiste.

Cancers pédiatriques - Chaque année en France, environ 2 300 enfants et adolescents sont nouvellement atteints de cancer. Même si le taux de survie à 5 ans dépasse désormais 80 %, ces cancers restent la première cause de décès par maladie chez les enfants de plus de 1 an. ([Inca](#)).

POLITIQUES DE SANTÉ

Bataille politique autour de l'Aide médicale de l'État. Une bataille politique est engagée au sein du gouvernement, et en dehors, à propos de l'avenir de l'AME qui supporte les dépenses de soins des personnes de nationalité étrangères sans protection sociale. « L'AME représentait en 2022 un coût de 968 millions d'euros pour 415 000 bénéficiaires, financée par le budget de l'État et non par la sécurité sociale. S'y ajoutaient 86 millions d'euros pour des soins urgents concernant des personnes sans titre de séjour présentes en France depuis moins de trois mois », rappelle Didier Fassin, dans [Alternatives économiques](#). « Tel un marronnier politique, la mise en cause de l'aide médicale de l'Etat (AME) revient régulièrement dans le débat public, portée par la droite et l'extrême droite... Fin mai, le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin s'est en effet déclaré prêt à en restreindre une fois encore le périmètre pour satisfaire la demande des Républicains dans le cadre des discussions autour de la loi Immigration qui doit être prochainement discutée au Parlement ». Au sein du gouvernement, le ministre de la santé s'oppose à son collègue de l'intérieur qui veut transformer l'AME en Aide médicale d'urgence.

Glyphosate - « En août 2006, Mme Sabine Grataloup était enceinte, ce qu'elle ignorait en passant le manège de son centre équestre au Glyper, un herbicide à base de glyphosate. En mai de l'année suivante, elle mettait au monde Théo, atteint de graves malformations du larynx, de l'œsophage et du système respiratoire », rapporte [Le Monde](#). Les experts du Fonds

d'indemnisation des victimes de pesticides (FIVP) viennent de reconnaître, 16 ans plus tard, « la possibilité du lien de causalité entre la pathologie de l'enfant et l'exposition aux pesticides durant la période prénatale du fait de l'activité professionnelle de l'un ou des deux parents », ouvrant ainsi droit à l'indemnisation de la famille. Cette décision du FIVP intervient alors que la demande de renouvellement de l'autorisation du glyphosate était examinée à Bruxelles par la Commission et les Etats-membres. "Les Vingt-Sept ont échoué à s'entendre sur la proposition de la Commission de reconduire pour dix ans l'autorisation du glyphosate, la France s'étant notamment abstenue". ([Le Monde](#)).

Vente de médicaments à l'unité - Entre novembre 2014 et novembre 2015, l'Inserm (Unité 912 SESSTIM) a mené une expérimentation de la délivrance à l'unité de certains antibiotiques à destination de 100 pharmacies volontaires à travers quatre régions en France. Les résultats ont mis en évidence l'acceptabilité de la délivrance à l'unité des antibiotiques (DAU) par les patients, une réduction du volume de médicaments délivrés de 10 %, et une amélioration du suivi de la prescription par le patient. À la suite de cette expérimentation, le principe d'une dispensation à l'unité de certains médicaments, notamment les antibiotiques, a été inscrit dans la loi en 2020 et le gouvernement souhaiterait la mettre en œuvre prochainement. Mais cette mesure ne reçoit pas l'assentiment des pharmaciens d'officine qui y voient une surcharge et évoquent des problèmes de traçabilité. ([Le Monde](#))

Projet de loi sur la fin de vie. Ce projet devrait être présenté en décembre au Conseil des ministres et débattu à l'Assemblée nationale au premier trimestre 2024, a fait savoir vendredi 6 octobre le cabinet de la ministre déléguée chargée de l'Organisation territoriale et des Professions de santé - Agnès Firmin Le Bodo-. Parmi les nombreuses couvertures de presse consacrées à ce sujet, on peut découvrir le reportage du Dr Marina d'Encausse, « [Pour que tu aies le choix](#) » sur France TV.

Aidants - le gouvernement va créer 6 000 places de « répit » pour les personnes âgées ou handicapées, a annoncé la ministre des solidarités, Aurore Bergé, dans le cadre d'un plan pour mieux accompagner les personnes qui soutiennent un proche malade, en situation de handicap ou en perte d'autonomie. [Le Monde](#)

Fraude à la sécu - « Comment débusquer la fraude dans un système où se croisent 1,2 million de professionnels de santé et 60 millions d'assurés, générant 1,4 milliard de feuilles de soin par an ?, s'interroge Henri Seckel dans deux articles du quotidien [Le Monde](#).

Comptes de la santé 2022 - la consommation de soins et de biens médicaux s'élève à 313,6 milliards €, en 2022, selon les Comptes de la santé. ([DREES](#)) La France reste le pays où le reste à charge des ménages en santé est le plus faible au sein des pays de l'OCDE.

ORGANISATION DES SOINS

Un CHU de plus - La signature officielle de la convention actant la transformation du CHR d'Orléans en établissement universitaire (CHU) a eu lieu le jeudi 12 octobre dernier. Jusqu'à présent les habitants de cette région qui voulaient poursuivre des études de médecine se déplaçaient à Tours ou à Paris.

En confiant au CHU d'Orléans, en plus de sa mission de soin, une mission d'enseignement et de recherche, l'exécutif vise à augmenter sensiblement la capacité de formation des étudiants en médecine sur un territoire confronté à de graves difficultés d'accès aux soins. Le CHU va pouvoir ainsi recruter des médecins hospitalo-universitaires, avec l'espoir qu'en

augmentant le nombre d'étudiants en médecine à Orléans, le potentiel médical sur le secteur s'améliore dans les différentes spécialités. ([Libération](#))

L'IGAS soutien les centres de soins infirmiers - Dans son [rapport](#) « Évaluation de la situation économique et des perspectives de développement des centres de soins infirmiers dans l'offre de soins de proximité », l'IGAS souligne l'intérêt des centres de soins infirmiers qui méritent d'être mieux valorisés, dans la mesure où ils constituent un appui réel pour la prévention et l'accès aux soins dans les territoires.

Augmentation du taux de recours à l'IVG. En 2022, 234 300 interruptions volontaires de grossesse (IVG) ont été enregistrées en France, soit 17 000 de plus qu'en 2021 et environ 7000 de plus qu'en 2019. Les femmes âgées de 20 à 29 ans sont les plus concernées par cette hausse. ([Le Monde](#), [DREES](#))

Cet email a été envoyé à {{ contact.EMAIL }}. Vous avez reçu cet email car vous êtes inscrit.e à Santé à voix haute #.

[S'inscrire.](#)

[Désinscription](#)



© 2023 La santé à voix haute